

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier
ud-34.uid.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Montpellier, le 19 mars 2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Partie nominative

HIRSCH FRANCE
AVENUE JOSEPH LAZARE
34500 Beziers

Affaire suivie par : COURALET Germain
Téléphone : 0434466356
Courriel : germain.couralet@developpement-durable.gouv.fr
Références : D2026_UD34_H1_022
Code AIOT : 0006600904

Pièces jointes :

- 1773859934_1773847805_d2026-ud34-h01-032-projet_ap

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 18/02/2026 de l'établissement HIRSCH FRANCE implanté AVENUE JOSEPH LAZARE 34500 Beziers. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

Germain COURALET, UD 34, Subdivision H1, inspecteur de l'environnement; Alexandre ROLLAND, UD 34, Subdivision H1, inspecteur/trice de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

Rédacteur.rice	Vérificateur.rice n°1	Approbateur.rice
l'inspecteur de l'environnement <i>Validé le : 18/03/2026 16:30</i> Validé Germain COURALET	L'adjoint à la cheffe de l'unité départementale de l'Hérault <i>Validé le : 18/03/2026 19:52</i> Validé Florent ROUVIERE	La cheffe de l'unité départementale de l'Hérault <i>Validé le : 19/03/2026 13:40</i> Validé Lusiane LE CAMPION

David Defendenti, Directeur Usine HIRSCH de Béziers et Directeur Technique HIRSCH France
Mikael Fabre, Responsable Production Usine HIRSCH de Béziers
David Tilche, Responsable Technique Usine HIRSCH de Béziers
Virgile Guillemette, responsable atelier Isossol

Le courriel d'échange avec l'administration est : DAVID.DEFENDENTI@hirsch-gruppe.com

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 18/02/2026 de l'établissement HIRSCH FRANCE AVENUE JOSEPH LAZARE 34500 Beziers, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des actions correctives dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Règles d'implantation** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5. b) - Délai : 1 Mois
- **Transmission analyses legio** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3. e) - Délai : 3 Mois

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les justificatifs prouvant le respect de la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Formation d'atmosphère explosive** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.9 - Délai : 3 Mois
- **Formation du personnel** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 - Délai : 1 Mois
- **Analyse méthodique des risques** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.a) - Délai : 2 Mois

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1 - Délai : 3 Mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.
- **Conformité des appareils** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.7 - Délai : 3 Mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier
ud-34.uid.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Montpellier, le 19 mars 2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Contexte et constats

publié sur 
HIRSCH FRANCE
AVENUE JOSEPH LAZARE
34500 Beziers

Références : D2026_UD34_H1_022

Code AIOT : 0006600904

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement HIRSCH FRANCE implanté AVENUE JOSEPH LAZARE 34500 Beziers.

La visite entre dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la police des installations classées. L'action nationale sur les zones ATEX (atmosphère explosive) et l'action régionale sur les TAR (Tour aéroréfrigérantes) ont été menées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HIRSCH FRANCE
- AVENUE JOSEPH LAZARE 34500 Beziers
- Code AIOT : 0006600904 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le site exploite un ensemble d'ateliers fabriquant des produits à base de polystyrène expansé à destination du marché du bâtiment et des travaux publics, sur le territoire de la commune de BEZIERS (34500).

Les isolants en polystyrène expansé sont fabriqués à partir de billes de polystyrène expansible en plusieurs étapes :

- pré-expansion avec de la vapeur d'eau,
- maturation ou stabilisation à l'air,
- expansion et moulage.

Les billes sont ainsi dilatées et expansées jusqu'à soixante fois leur volume.

Thèmes de l'inspection : AN26 ATEX | AR - 8

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
2	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
3	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
6	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5. b)	Demande d'action corrective	1 Mois
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
11	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.a)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
25	Transmission analyses legio	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3. e)	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Tuyauteries et canalisations.	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.6	
5	Situation administrative des tours aéroréfrigérantes	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1	
7	Conception générale	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12. II. a)	
8	Dévésiculeur	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12. II. d)	
10	Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. VI.	
12	Plan d'entretien et plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.b)	
13	Procédure d'arrêt immédiat, procédures spécifiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.c)	
14	Traitement préventif de l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.2.b)	
15	Fréquence des analyses de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3.a)	
16	Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3.b)	

17	Laboratoire accrédité COFRAC	Arrêté Ministériel du 14/12/2003, article 26. I.3.c)	
18	Procédure en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.1.	
19	Procédure en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.2.	
20	Procédure en cas de flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.3.	
21	Vérification de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. IV.1.	
22	Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.2.c)	
23	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. IV.2.	
24	Rapport d'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3. d)	
26	Analyses eaux de rejet	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

A l'issue du contrôle, les points suivants font l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure :

- point 1 concernant l'évaluation des phénomènes dangereux d'explosion sur le site (DRPCE, zonage ATEX)
- point 3 concernant la conformité du matériel installé en zone ATEX et les suites données aux recommandations du document de protection de la chaudière contre les explosions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1

Thème(s) : Actions nationales 2026 Localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques par inhalation). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.[...]

Constats :

L'objectif de l'inspection est de vérifier la conformité de l'installation au regard de la réglementation ATEX pour la maîtrise des risques relatifs à l'explosion dans ces milieux. Le plan des zones à risques a été fourni par l'exploitant. Il est basé sur la présence de matières ou de gaz inflammables pour les définir.

Le site dispose d'une étude de danger pour l'autorisation initiale de 2007, complétée en 2011 et actualisée en 2015.

Le DRPCE (document relatif à la protection contre les explosions) est disponible mais ne couvre que la chaufferie et le poste de distribution de gaz associé et donc pas l'ensemble des zones ATEX présentes sur le plan.

L'intérieur des silos en métal de pré-expansion des billes de polystyrènes expansibles sont pourtant classés comme zone ATEX mais ne sont pas dans le DRPCE. En effet au cours de la phase de pré-expansion, les billes de polystyrène expansible sont chauffées par de la vapeur d'eau avec adjonction de pentane (gaz inflammable), contenu dans les billes PSE, pour une pré-expansion limitée à 30 fois le volume initial. Il est constaté la présence du pictogramme sur les silos : Pentane. Il n'y a pas de DRPCE couvrant ce classement.

Il y a deux cuves de stockage de gaz présentes sur le site, qui font l'objet d'un classement en ATEX d'après le plan fourni par l'exploitant mais qui ne font pas l'objet d'un DRPCE. L'exploitant informe que la cuve de propane n'est plus en service depuis le 26/03/2025 (plus d'utilité).

Les substances définies dans l'étude de danger pouvant générer des zones ATEX sont le pentane contenu dans les billes PSE (explosion de gaz) et les poussières de polystyrène potentiellement capable d'être à l'origine d'atmosphères explosives.

A noter que le stockage des billes PSE expansible à température ambiante n'avait pas été classé en risque ATEX dans l'étude de danger (désorption du pentane à 25°C faible et les vapeurs de pentane sont dispersées dans l'air ambiant sans risque de former une ATEX air/pentane dans les conditions normales de fonctionnement.).

A noter par ailleurs, que l'intérieur du pré-expandeur est classé en zone 2, la trémie de réception des perles en zone 1 et le lit fluidisé en sortie du pré-expandeur en zone 2. L'étude de danger initiale avait également classée la conduite de transfert pneumatique et l'intérieur des moules à blocs en zone 2.

Enfin, le procédé de recyclage et de broyage génère des poussières qui peuvent générer une explosion de poussières et ainsi l'ensemble du circuit d'aspiration des fines était classé en zone 20 (source d'inflammation d'origine électrostatique).

Dans le plan des zones ATEX identifiées, la nature exacte de classement des zones de risque ATEX (0, 1, 2 et/ou 20, 21, 22) n'est pas explicitée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter le DRPCE pour traiter l'ensemble des zones ATEX de l'établissement en corrélation avec l'étude de danger initiale. Dans le plan des zones ATEX adapté à l'ensemble du site, la nature exacte du risque (0, 1, 2 et/ou 20, 21, 22) des différentes zones doit être renseignée et retranscrite dans le DRPCE du site en corrélation avec l'étude de danger de 2007. Afin de réduire la probabilité du risque d'explosion, il est nécessaire de limiter la probabilité de présence de sources d'inflammation potentiellement actives. A ce titre et suite au zonage du DRPCE, il conviendra de valider que le matériel installé en zone ATEX est conforme à la zone d'utilisation - Déclaration de conformité ATEX / CE / EU (directives 2014/34/UE et 1999/92/CE). Il est proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 Mois


N° 2 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.9		
Thème(s) : Actions nationales 2026 Ventilation des locaux		
Prescription contrôlée : Les locaux contenant l'installation sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage. La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).		
Constats : Pour les dépôts de poussière dans les locaux d'exploitation, les ateliers où sont émises les poussières sont équipés de poste de captation au niveau des machines. Les ateliers sont équipés de moyens de ventilation mécaniques. Afin d'éviter l'envol de particules de polystyrène, un aspirateur permet de récupérer les morceaux et les billes en cas de besoin. Le hall de fabrication est bien ventilé par de larges portails ouverts permettant la circulation des matières. Les stockages de gaz sont en extérieur. La chaufferie est ventilée par des entrées d'air dans le bâtiment et le poste de livraison de gaz de la chaufferie est en extérieur. Dans les silos de maturation en extérieur, les enveloppes en toile disposées dans les silos métalliques sont ventilées naturellement aussi bien en partie haute reliée à l'atmosphère, qu'en partie basse avec la toile tergal qui "respire" et permet la ventilation naturelle des silos car les vapeurs de pentane sont plus lourdes que l'air. Néanmoins, le dimensionnement de cette aération pose question. L'accès en haut et à l'intérieur des silos est interdit et condamné. Seules les personnes habilitées donnent l'autorisation d'accès après avoir pris les mesures qui s'imposent.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant apporte des justifications quant au dimensionnement de l'aération à l'intérieur des silos de stockage des billes de polystyrènes pré expansées, afin de maîtriser le risque et plus particulièrement l'absence de formation d'ATEX en adéquation avec l'étude de danger du site et le DRPCE à produire pour l'ensemble du site.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 3 Mois		


N° 3 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.7		
Thème(s) : Actions nationales 2026 Matériels utilisables en atmosphères explosibles		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation visées à l'article 4.1 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits situés dans les ateliers sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières inflammables. Ils sont rendus aussi étanches que possible et équipés de dispositifs détectant tout incident de fonctionnement et déclenchant l'arrêt de l'installation (asservissement à la ventilation, bourrage, défaut moteur, etc.).</p>		
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a ni moteur ni éclairage à l'intérieur des silos contenant les billes de polystyrènes.</p> <p>Un vaporiseur ATEX et une pompe ATEX sont présents à l'endroit des cuves de gaz. Les matériels apparaissent en bon état et entretenus. Ils comportent des plaques de marquage ATEX.</p> <p>La chaudière est alimentée uniquement par du gaz naturel. Elle est utilisée dans un local de grand volume muni d'une ventilation naturelle uniquement. Le local chaufferie est muni de deux détecteurs gaz (CH₄) : le premier est installé en hauteur, sur un pilier au centre du local et le second est disposé au-dessus de la panoplie d'alimentation de la chaudière. Deux seuils de détection ont été programmés sur les détecteurs de gaz. Le premier seuil, à 15 % de la LIE du CH₄, déclenche une alarme. Le second seuil, à 30 % de la LIE du CH₄, coupe automatiquement l'alimentation en gaz et l'électricité à l'aide de deux vannes automatiques de sécurité.</p> <p>Cette chaîne détection - traitement - action permet de ne pas identifier de zone au niveau de la panoplie d'alimentation gaz de la chaudière. Elle permet en effet d'éviter la formation d'une atmosphère explosive dangereuse en limitant le volume de gaz libéré.</p> <p>Les zones identifiées au niveau de l'installation de production de vapeur du site sont l'intérieur des coffrets de vannes et les brides qui auraient été déclassées sans preuve de ce déclassement.</p> <p>A noter que le DRPCE de la chaufferie gaz a fait l'objet de huit recommandations pour la mise en conformité auxquelles doit répondre l'exploitant dans son plan d'action et son DRPCE du site.</p>		
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant, dans le cadre du DRPE du site, amènera les justificatifs sur la compatibilité du matériel installé dans chacune des zones ATEX identifiées. Il devra également répondre aux huit recommandations du DRPE de la chaufferie. Il est proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Mise en demeure, respect de prescription	
Proposition de délais :	3	Mois


N° 4 : Tuyauteries et canalisations.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.6	
Thème(s) :	Actions nationales 2026 GAZ
Prescription contrôlée : Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	
Constats : L'exploitant présente le dernier rapport de visite périodique d'inspection du gestionnaire du réseau de gaz (PRIMAGAZ) sans non-conformité.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	


N° 5 : Situation administrative des tours aéroréfrigérantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1	
Thème(s) :	Risques chroniques Situation administrative
Prescription contrôlée : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW (E) b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC) 2. Installations de récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (DC)	
Constats : Par rapport au tableau d'activité de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 décembre 2021, une tour est à l'arrêt depuis 2008. Elle ne sera pas redémarrée. Au total, la puissance installée classe toujours l'installation sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2921.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La TAR qui ne fonctionne plus depuis 2008 doit être démantelée et évacuée du site. L'exploitant transmettra le rapport de fin de service détaillant les étapes, les résultats des inspections et les mesures prises pour la sécurité et l'environnement notamment pour la gestion des déchets (dangereux, métalliques, biologiques...) pour le traitement ou l'élimination finale.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	


N° 6 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5. b)		
Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR		
Prescription contrôlée : L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.		
Constats : La TAR côté Hirsch est correctement positionnée. La TAR côté Isossol en revanche est à moins de 8 mètres d'une porte donnant sur un atelier où des salariés sont en poste de travail.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La porte donnant sur l'atelier proche de la TAR à Isossol doit rester fermée hormis pour un accès. Elle ne doit pas servir d'aération du bâtiment, comme cela était le cas lors de la visite, en raison de la proximité avec la TAR. Une affiche doit demander à ce que cette porte reste fermée hors raison d'accès.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 1 Mois		

N° 7 : Conception générale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12. II. a)	
Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR	
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives, et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit. L'installation de refroidissement est aménagée pour permettre l'accès, notamment, aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baffles d'insonorisation si présentes. La tour est équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité. Ces moyens permettent à tout instant de vérifier le bon état d'entretien et de maintenance de la tour.	
Constats : Les TAR sont accessibles par camion, et les espaces autour sont suffisants pour accéder à l'ensemble des pièces dans de bonnes conditions de sécurité.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 8 : Dévésiculeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12. II. d)	
Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR	
Prescription contrôlée : Pour tout dévésiculeur fourni à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.	
Constats : Les attestations ont été présentées, l'installation est bien conforme.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23

Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR

Prescription contrôlée :

L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes. [...]

Constats :

Concernant le site HIRSCH :

- M. David Tilche est nommé comme responsable : formé le 22/01/2025 par le traiteur d'eau sur le risque légionelle et la conduite de l'installation.
- Mr. Mikael Fabre a suivi le même module de formation comme suppléant.

Concernant le site ISOSSOL :

- M. Virgile Guillemette a été formé le 22/01/2026 par le traiteur d'eau sur le risque légionelle et la conduite de l'installation.
- Mr. Olivier Couffrant a suivi le même module de formation comme suppléant le 23/01/2026.

Les intervenants extérieurs (traiteur d'eau, laboratoire) sont nommés avec les attestations de formation pour le prélèvement d'eau en vue de la recherche de légionelles sur les circuits des tours aéroréfrigérantes (validité mars 2027).


L'attestation de formation du prestataire en charge du nettoyage et du traitement des résidus aqueux (vidange) doit être transmise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :


L'attestation de formation légionelles des personnes agissant sur les TAR pour le nettoyage et le traitement des résidus aqueux doit être transmise.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 Mois

N° 10 : Protection des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. VI.	
Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masques pour aérosols biologiques, gants...) destinés à les protéger contre l'exposition :</p> <ul style="list-style-type: none">- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;- aux produits chimiques. <p>Ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements.</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment. [...]</p>	
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de masques FFP3 en cours de validité, lunettes et gants à disposition du personnel dans l'atelier de production de HIRSCH et à la maintenance pour ISOSSOL.</p> <p>Du moment que l'on franchit la zone de danger délimitée à l'aide de chaînettes, les équipements sont obligatoires. Sur la chaînette délimitant la zone de danger autour de la TAR, il y a des panneaux indiquant le risque microbiologique.</p> <p>Sous l'autorité du responsable technique du site et du responsable de production, un contrôle visuel demande le port des EPI.</p> <p>Les mêmes règles sont applicables chez Isossol.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 11 : Analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.a)		
Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR		
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. [...]		
Constats : L'exploitant présente les analyses méthodiques des risques de circuit de refroidissement des TAR réalisées par le traiteur d'eau. La conclusion précise une gestion bien maîtrisée de l'installation malgré quelques résultats en flore interférente avec un plan d'amélioration pour les points où les risques résiduels sont les plus importants. L'exploitant doit transmettre la gestion des suites envisagées pour les actions recommandées dans le plan d'amélioration.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre la gestion des suites envisagées pour les actions recommandées dans les plans d'amélioration des AMR des TAR.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 2 Mois		

N° 12 : Plan d'entretien et plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.b)

Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR

Prescription contrôlée :

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. [...]

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, [...] est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, [...]. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. [...]

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. [...]

Constats :

La fiche de stratégie de traitement biocide est présente pour les TAR, avec les concentrations, les fréquences, les produits, les heures de traitement et les contrôles de niveaux

L'efficacité du traitement et les paramètres Ph et conductivité sont contrôlés quotidiennement.

Les interventions sont consignées dans les cahiers de suivi des tours.

Les stocks de biocides sont suivis de façon hebdomadaire sur un tableau.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 13 : Procédure d'arrêt immédiat, procédures spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.c)	
Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;- en cas d'utilisation saisonnière (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;- suite à un arrêt prolongé complet ;- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant exister sur l'installation ;- autres cas de figure propres à l'installation. <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service, et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.</p>	
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède à un arrêt annuel de 15 jours en août, une procédure de traitement de routine pour arrêt prolongé a été rédigée par le traiteur d'eau.</p> <p>Les procédures prévoient bien les analyses et les analyses pour 2025 ont été présentées (<i>Legionella</i> non détectées).</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 14 : Traitement préventif de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.2.b)

Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

[...]

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.

[...]

Constats :

La stratégie de traitement implique des biocides non oxydants. Il existe une fiche de stratégie de traitement expliquant et justifiant l'utilisation de chaque produit.

Sur les circuits, l'eau d'appoint est soit issu de condensat du process soit de l'eau osmosée, la purge se fait par débordement.


Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :


N° 15 : Fréquence des analyses de légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3.a)	
Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR	
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.	
Constats : La périodicité de prélèvement et d'analyse est bien mensuelle.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 16 : Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3.b)	
Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR	
Prescription contrôlée : [...] Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.	
Constats : Les points de prélèvement sont bien identifiés.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 17 : Laboratoire accrédité COFRAC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2003, article 26. I.3.c)	
Thème(s) :	Risques chroniques Contrôle TAR
Prescription contrôlée : Le laboratoire, chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » répond aux conditions suivantes : - le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ; - le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.	
Constats : Le laboratoire, chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila est bien accrédité COFRAC et rend bien ses résultats sous accréditation.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	

N° 18 : Procédure en cas de prolifération de légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.1.	
Thème(s) :	Risques chroniques Contrôle TAR
Prescription contrôlée : Présence d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 100 000 UFC/L : a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées [...] et par courriel avec la mention : « Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ». [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la (ou les) tour(s) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. [...] En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ; b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité,	

en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...]

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ; [...]

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. [...] Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application. [...]

f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;

g) Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible.

Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en Legionella pneumophila supérieure à 100 000 UFC/L.

Si l'installation est également concernée par « le point 3.7.I.2.c », les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.

Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

Les procédures sont présentes et traduisent bien la réglementation.

L'exploitant n'a jamais plus eu de dépassement en terme de légionnelle depuis 2017, mais uniquement en terme de flore interférente.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.2.

Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR

Prescription contrôlée :

Présence d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L :

a) Cas de dépassement ponctuel :

En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

b) Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.


Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...] par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive. La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.


Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.


Constats :

Les procédures ont été consultées et sont conformes à la prescription.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 20 : Procédure en cas de flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.3.
Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR
<p>Prescription contrôlée : "Actions à mener si le résultat de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) rend impossible la quantification de Legionella pneumophila en raison de la présence d'une flore interférente" :</p> <p>a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431 (avril 2006). Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.</p> <p>b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède, sous une semaine, à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et/ou correctives.</p> <p>c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p>
<p>Constats : La procédure a été consultée et est conforme à la prescription.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 21 : Vérification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. IV.1.	
Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR	
Prescription contrôlée : Dans les six mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation ou un dépassement du seuil de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, dans le but de vérifier que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives. Cette vérification comprend : [...] - Absence de bras morts non gérés : en cas d'identification d'un bras mort, l'exploitant justifie des modalités mises en œuvre pour gérer le risque associé	
Constats : Le cas est bien prévu dans la procédure, mais le cas ne s'est jamais présenté.	
Respect de la prescription : 	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 22 : Nettoyage préventif de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.2.c)	
Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR	
Prescription contrôlée : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.	
Constats : Le nettoyage est réalisé tous les ans en août par une société externe. Les rapports ont été vus.	
Respect de la prescription : 	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 23 : Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. IV.2.	
Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR	
Prescription contrôlée : L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi : <ul style="list-style-type: none">- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;- les périodes d'arrêts complets ou partiels ;- le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;- les modifications apportées aux installations. [...]	
Constats : Les informations sont disponibles, même si les consommations d'eau sont sur un autre fichier.	
Respect de la prescription : 	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 24 : Rapport d'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3. d)	
Thème(s) : Risques chroniques Contrôle TAR	
Prescription contrôlée : L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> ou en <i>Legionella species</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire. Le rapport d'analyses fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon : <ul style="list-style-type: none">- utilisation de la norme NF T90-431- date et heure de prélèvement, température de l'eau- date et heure de réception de l'échantillon- date et heure de début d'analyse- nom du préleveur- référence et localisation du (des) point(s) de prélèvement	

- caractéristiques de l'eau : couleur, dépôt, pH, conductivité, turbidité de l'eau
- nature et concentration cible pour les produits de traitement utilisés
- date de la dernière injection de biocide, nature du biocide et quantité (délai d'au moins 48 heures après l'injection)

Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire. [...]

Constats :

Tout est disponible et le délai de 48 h est respecté : date de la dernière injection de biocide, nature du biocide et quantité (délai d'au moins 48 heures après l'injection).

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 25 : Transmission analyses legio

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3. e)

Thème(s) : Risques chroniques Télédéclaration sur GIDAF

Prescription contrôlée :

Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.

Constats :

Les résultats d'analyses d'autosurveillance de concentration en Legionella pneumophila sont bien renseignés sur GIDAF sauf pour celle d'ISOSSOL.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les résultats d'analyses sont à transmettre à l'inspection des installations classées pour la TAR exploitée par ISOSSOL. ISOSSOL doit s'organiser pour transmettre son autosurveillance via GIDAF en lien avec HIRSCH.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60	
Thème(s) : Risques chroniques analyse rejets	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée a minima selon la fréquence indiquée dans le tableau [...] pour les paramètres énumérés ci-après. (cf. tableau dans l'arrêté ministériel)</p> <p>Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation, constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Les résultats des mesures sont annexés au carnet de suivi et mis à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point I-2 b de l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.</p> <p>Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.</p> <p>Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
<p>Constats :</p> <p>Concernant ISOSSOL, l'ensemble des eaux de rejets est envoyé dans un bassin d'orage. Ce bassin se vide par évaporation ou par pompage vers le canal du Midi. Les analyses d'eau de rejet sont réalisées aux fréquences prescrites. Ces analyses sont conformes.</p> <p>Concernant HIRSCH, l'ensemble des eaux de rejets est envoyé dans un séparateur d'hydrocarbure puis dans le canal du midi. Les rejets sont conformes.</p> <p>Les rejets dans la step sont analysés. Les rejets spécifiques aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement sont analysés.</p> <p>Les résultats d'analyse du 13 octobre 2025 sont présentés en séance et sont conformes aux VLE de l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	